

# Mutuelle Solidarité Aéronautique

## DEMANDE DE MODIFICATION DE CONTRAT

Mutuelle régie par le livre II du code de la mutualité - RNIM 419 512 063

MSAé Siège Social - AIRBUS HELICOPTERS – CS 70069 - 13726 MARIIGNANE CEDEX - Tél. 04 42 85 85 36 - Fax 04 42 85 86 65  
MSAé Section de Toulouse – 15, Chemin de la Crabe – 31300 TOULOUSE - Tél. 05.61.15.88.32 – Fax 05.61.15.88.48

### ADHERENT

NOM : ..... Prénom: ..... NOM de jeune fille: .....

Né(e) le ... / ... / ..... N° de S.S .....

N° D'ADHERENT MSAé : .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville ..... Téléphone ..... Mail .....

Pour vos données indiquées ci-dessus, vous bénéficiez d'un droit d'opposition, d'accès et de rectification auprès de la MSAé conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

**Demande à modifier mon contrat actuel au bénéfice du contrat:** (Mettre une croix dans la case choisie)

- |                 |                          |                   |              |                          |   |
|-----------------|--------------------------|-------------------|--------------|--------------------------|---|
| JEUNE           | <input type="checkbox"/> | (12 mois minimum) | PLENITUDE    | <input type="checkbox"/> | (24 mois minimum)   |
| TRANQUILITE     | <input type="checkbox"/> | (12 mois minimum) | LE MODULAIRE | <input type="checkbox"/> | (24 mois minimum)   |
| SERENITE        | <input type="checkbox"/> | (12 mois minimum) | + Options    | PV                       | <input type="checkbox"/> ① ② ③ PDO <input type="checkbox"/> ① ② ③ |
| HOSPITALISATION | <input type="checkbox"/> | (12 mois minimum) |              | PH                       | <input type="checkbox"/> ① ② ③ PA* <input type="checkbox"/> ① ② ③ |
| EQUILIBRE       | <input type="checkbox"/> | (12 mois minimum) |              |                          |   |
- \*compléter le document allocation obsèques



*Les cotisations correspondantes sont prélevées sur compte bancaire.*

L'adhérent déclare avoir pris connaissance des statuts et des clauses régissant le contrat souscrit. Cette modification s'applique pour l'adhérent et l'ensemble des ayants droit du contrat.

A compter du 01 / 01 / .....

Signature(indiquez la mention « lu et approuvé»):

Fait à ..... Le ... / ... / .....  
En deux exemplaires originaux: Un exemplaire Adhérent, un exemplaire MSAé.

 <p><b>Mandat de prélèvement SEPA</b> Simple Euro Payments Area</p>	<p>En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) <b>La MSAé</b> à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de <b>La MSAé</b></p> <p>Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque suivant les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.</p>	
Référence unique du mandat :		Identifiant créancier SEPA : <b>FR76ZZZ193321</b>
<b>Débiteur :</b>	<b>Créancier :</b>	
Votre Nom	Nom	<b>MSAé</b>
Votre Adresse	Adresse	<b>CS 70069</b>
Code postal	Code postal	<b>13726</b>
Pays	Pays	<b>FRANCE</b>
Ville	Ville	<b>MARIIGNANE CEDEX</b>
IBAN	Paiement : <input checked="" type="checkbox"/> Récurrent/Répétitif <input type="checkbox"/> Ponctuel	
BIC	Tiers créancier	
Tiers débiteur		
A :	Le : [ ]	
Signature : [ ]		

Nota : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.  
**Veillez compléter tous les champs du mandat.**

Les informations contenues dans le présent mandat sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification prévus aux articles 38 et suivants de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.